

[Texte]

“Of keeping pace with the development of new weapons technology.” The arms control approach accepts the arms race, and we believe that is just a recipe for the kind of continuation we have had for the past 20 years.

The preservation of freedom and the survival of our nation and humanity can only be achieved now through ending the arms race and reversing it. That may be a difficult task, but it is infinitely preferable to the nuclear holocaust which our leaders are preparing for us.

The Chairman: Go slowly. You are being interpreted.

Mr. Gifford: Oh, I am sorry. Yes, I was talking too quickly.

Therefore, the institute should focus clearly and unequivocally on disarmament. One can understand the natural tendency of those who profit from the arms race to rationalize its continued existence. But the time has passed to allow them to stand in the way of the urgent steps which are required.

Defence is also included in the terms of reference. The Minister of National Defence stated, in *Hansard*,

... pertinence of Canada to an alliance is very much in our minds in terms of identifying the personnel who will be appointed as directors.

This could be a repetition by Canada's defence establishments of the successful 20-year-long campaign of the Pentagon in the United States to limit and frustrate arms control. The Pentagon spends five times as much on military bands as the United States spends on the study and preparation of measures for arms control.

The Department of National Defence already has greater resources for policy-related research than the institute will possess. Therefore, substantial representation of it in the governing board can only be an attempt to control the institute, in our view.

Will the institute be able to consider the fact, for example, that the United States has invaded more small countries, smaller than it, in the last 30 years, than the Soviet Union, and that, in this sense, both super-powers are evil empires.

If many of the board members are handpicked by the Department of National Defence, militarism and blind loyalty to the leader of the alliance may be more likely to hold sway than a determined search for realistic alternatives to the arms race. We do not suggest insincerity or closed-mindedness. Our concern rather is that fresh ideas and new proposals require that the institute be freed of domination by the present assumptions of the NATO establishment. This is the more essential because the disarmament cause does not have well-financed and powerful lobbies behind it as the military establishment has in the Canadian Defence Association, the

[Traduction]

«de se tenir au courant des nouveaux développements en matière de technologie militaire». Le fait que le contrôle des armements présuppose une course aux armements laisse entrevoir la perpétuation de la situation que nous avons connue au cours des 20 dernières années.

La préservation de la liberté, la survie de notre nation et de l'humanité ne peuvent être réalisées qu'en mettant fin à la course aux armements et en faisant marche arrière. C'est peut-être quelque chose de difficile à réaliser, mais c'est infiniment préférable à l'holocauste nucléaire que nos chefs nous préparent.

Le président: Veuillez parler moins vite, vous êtes interprété.

M. Gifford: Je m'excuse, je parlais vraiment trop rapidement.

Ainsi donc, l'institut devrait-il se concentrer clairement et de façon non équivoque sur le désarmement. On peut comprendre la tendance naturelle de ceux qui profitent de la course aux armements et qui essaient d'en justifier l'existence. Cependant, le temps est venu de prendre des dispositions qui iront à l'encontre d'une telle course.

Le mandat de l'institut inclut les activités de défense. Le ministre de la Défense nationale a déclaré, et ceci est consigné au *hansard*:

... pour ce qui est de l'identification des personnes qui pourront être nommées au conseil d'administration de l'institut, nous n'oublierons certainement pas que le Canada fait partie d'une alliance.

Il pourrait s'agir ici d'une répétition de la part des hauts gradés de la défense de cette campagne menée par le Pentagone avec succès il y a 20 ans afin d'empêcher tout contrôle des armements. Le Pentagone dépense cinq fois plus pour la défense que ce qui est prévu pour l'étude des mesures à prendre en matière de contrôle des armements.

Le ministère de la Défense nationale dispose déjà de ressources bien plus grandes pour sa recherche de politiques que l'institut ne possèdera. Par conséquent, si des membres du ministère de la Défense nationale étaient nommés au conseil d'administration de l'institut, cela ne pourrait, à notre avis, que renforcer le contrôle des militaires sur cet institut.

L'institut pourra-t-il se pencher sur le fait par exemple, que les États-Unis ont envahi plus de petits pays au cours des 30 dernières années que l'Union soviétique et qu'à cet égard, les deux superpuissances sont des empires malfaisants?

Si beaucoup de membres du conseil d'administration sont choisis par le ministère de la Défense, le militarisme et la loyauté aveugle au chef de l'alliance aura plus de poids que le désir de trouver d'autres solutions réalistes à cette question de la course aux armements. Nous ne prôtons pas le manque de sincérité ni les trois tests de vue. À notre avis, des idées et des propositions nouvelles nécessitent une liberté de manoeuvre de la part de l'institut, une indépendance par rapport à la thèse actuelle des alliés de l'OTAN. Ceci est d'autant plus important parce que la cause du désarmement n'a pas de groupe de lobby puissant et bien financé comme l'établissement militaire, je veux parler notamment de l'Association canadienne de la